

Les *Notes* de la C2A

Agriculture et alimentation en question

Numéro 10 - Janvier 2013

Répondre aux défis du XXIème siècle avec l'agro-écologie : pourquoi et comment ?

L'agro-écologie constitue un élément de réponse à la crise dont souffre souvent l'agriculture, aux limites du modèle « productiviste » et aux défis à venir de l'humanité (sécurité alimentaire, développement des pays du Sud, emploi, transition écologique des modes de production et de consommation). Mais la généralisation de l'agro-écologie suppose une priorité donnée à l'agriculture familiale, un soutien approprié dans le cadre de politiques cohérentes et un changement de pratiques de multiples acteurs.

Introduction

L'agriculture issue de la « révolution verte » qualifiée de « productiviste » comporte de nombreux impacts négatifs en se limitant sur des objectifs de production et de revenus de court terme. De multiples démarches visent à mettre en œuvre une agriculture

agro-écologique, c'est-à-dire qui concilie production et objectifs écologiques, voire sociaux (emploi, niveau et qualité de vie, sécurité alimentaire, etc.). Mais la généralisation de ces expériences est un défi majeur.

1. En quoi l'agro-écologie répond-elle aux grands défis de l'humanité?

Pourquoi parler aujourd'hui d'agro-écologie?

Les pratiques agricoles conditionnent à la fois la production de court terme et l'évolution de l'écosystème cultivé (fertilité du sol, biodiversité, micro-climat). Depuis la naissance de l'agriculture, diverses révolutions agro-écologiques ont visé une amélioration du potentiel productif (la fertilité) de l'écosystème: meilleure intégration de l'agriculture et de l'élevage, culture de plantes produisant des protéines à partir de l'azote de l'air, etc.

Cependant, dans de nombreuses régions du monde, l'agriculture souffre d'une crise écologique

qui affecte en premier lieu l'agriculture familiale. D'anciens systèmes de gestion de la fertilité, comme l'agriculture forestière, ont souvent disparu du fait de la pression démographique sans être remplacés par de nouveaux systèmes.

Par ailleurs, les impacts négatifs et les limites de la révolution verte sont multiples : dégradation de la fertilité des sols, pertes de terres agricoles (érosion, aridification, etc), diminution de la biodiversité, épuisement de ressources non renouvelables, dégradation des paysages, contribution au changement climatique. Dans les milieux fragiles au climat instable, la révolution verte a donné peu de résultats et les paysans s'y opposent souvent. Ailleurs, après avoir permis une forte hausse des rendements, elle semble atteindre ses limites.

La révolution verte

La révolution verte repose sur :

- * l'utilisation de moyens de production issus de la révolution industrielle : grande mécanisation, motorisation (y compris pour l'irrigation) et chimisation (engrais minéraux, pesticides, médicaments) ;
- * la sélection de variétés de plantes et de races d'animaux à haut potentiel génétique et adaptés à ces moyens de production.

L'augmentation des rendements suite à la mise en œuvre de la révolution verte a contribué à répondre aux besoins alimentaires croissants de l'humanité.

Sécurité alimentaire, revenus et emploi

L'agro-écologie contribue à la sécurité alimentaire des populations paysannes et des sociétés, grâce à une augmentation du rendement agricole global et à une réduction de sa variabilité d'une année sur l'autre (et donc des risques pour l'agriculteur). C'est le cas notamment quand l'agro-écologie répond à la crise de fertilité des écosystèmes.

Les situations sont plus contrastées lorsqu'elle remplace des systèmes issus de la révolution verte. Cependant, même dans ces situations, après une période de transition, le rendement est généralement au moins équivalent au niveau initial. L'agro-écologie permet aussi, du fait de la diversification des productions, une amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation.

L'agro-écologie contribue à améliorer les revenus agricoles, non seulement du fait de son impact sur le rendement, mais aussi car elle permet de diminuer les coûts de production (moins d'intrants). En utilisant plus de travail, l'agro-écologie contribue aussi à générer des emplois. Globalement, la valeur ajoutée et le revenu s'accroissent, même si l'impact sur le revenu de chaque actif agricole est plus limité.

Par ailleurs, le revenu et l'autonomie des femmes sont améliorés, grâce à l'augmentation et à la diversification de la production. Au niveau territorial, les effets indirects sur les revenus et l'emploi sont fréquents (création de filières, stimulation du commerce local, etc.).



© AVSF, pratiques agro-écologiques à Madagascar

La santé et l'environnement

La moindre utilisation d'intrants chimiques contribue à diminuer les risques pour l'environnement et la santé des populations. L'agro-écologie permet de réduire l'utilisation des ressources non renouvelables : eau agricole, énergie (moins de recours aux engrais chimiques, motorisation raisonnée, etc.), phosphore et potassium. Elle contribue à la biodiversité et à l'amélioration de la fertilité des sols.

Elle permet parfois la récupération de terres devenues improductives. Elle améliore la résistance aux accidents climatiques, grâce notamment à la diversité des activités et aux pratiques de protection des sols (arbres, couverture végétale).

Enfin, l'apport de l'agro-écologie à la lutte contre le changement climatique doit être souligné (moins d'utilisation de carbone fossile et capture de carbone dans la matière organique des végétaux et du sol).



© AVSF, pratiques agro-écologiques à Jacmel en Haïti

L'agro-écologie

L'agro-écologie vise à produire une alimentation diversifiée et de qualité ; reproduire, voire améliorer, la fertilité de l'écosystème ; limiter le recours aux ressources non renouvelables ; ne pas contaminer l'environnement et les hommes ; contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

Pour cela, l'agro-écologie valorise le potentiel des écosystèmes en matière de captation de ressources naturelles externes (énergie solaire, eau, carbone et azote de l'air) et utilise les synergies et flux internes à ces écosystèmes (diversité de cultures, complémentarités entre les productions végétales, animales et les arbres, lutte biologique, etc.).

Pour certains, l'agro-écologie comprend également une dimension sociale, économique et politique forte : réorganisation des filières sur des circuits plus courts avec un renforcement des organisations paysannes.

2. Quelles conditions pour le développement de l'agro-écologie ?

Soutenir l'agriculture familiale

La transition agro-écologique devrait concerner l'ensemble des systèmes agricoles, mais la généralisation de l'agro-écologie suppose un soutien prioritaire à l'agriculture familiale. Celle-ci regroupe en effet l'immense majorité des agriculteurs et elle est à l'origine de près de 70% de la production agricole mondiale. De plus, l'agro-écologie repose largement sur des connaissances et des savoir-faire locaux accumulés au cours des siècles par l'agriculture familiale.

Enfin, l'agriculture familiale est bien plus à même que l'agriculture capitaliste de mettre en œuvre une agriculture agroécologique. La famille paysanne a intérêt à améliorer l'écosystème car sa propre reproduction sociale à long terme en dépend. Quand elle dispose de la main d'œuvre familiale nécessaire, elle n'hésite pas à l'utiliser pour des pratiques de préservation et d'amélioration de l'écosystème, cette utilisation n'impliquant pas de coût supplémentaire. Pour l'entreprise capitaliste, la rentabilité immédiate du capital investi constitue le critère de gestion essentiel. Or ces pratiques agro-écologiques sont à rentabilité différée et sont coûteuses pour une agriculture qui repose sur du travail salarié.

Aussi, il importe que les politiques agricoles génèrent un environnement favorable à l'agriculture familiale (prix rémunérateurs et stables, accès aux ressources naturelles, soutien aux investissements, investissements publics). Soulignons que si celle-ci concilie les objectifs de court terme et de long terme (dont la reproduction de l'écosystème) lorsqu'elle connaît une relative prospérité, elle privilégie par contre, en situation de crise, le court terme – voire sa survie immédiate. La mise en œuvre de pratiques agro-écologiques devient alors illusoire, d'autant plus que la transition vers une agriculture écologique peut impliquer des investissements initiaux importants (plantations, terrasses, animaux, etc.).

Encourager les investissements et la transition vers l'écologie

Souvent, les agriculteurs sont réticents vis-à-vis de l'agro-écologie car l'agriculture de la révolution verte leur permet de dégager un revenu suffisant. De plus, l'agro-écologie peut impliquer la renonciation à certaines subventions aux (intrants chimiques), la remise en cause d'équipements déjà acquis, la réalisation de nouveaux investissements. Elle peut

apparaître trop exigeante en travail et générer dans un premier temps une stagnation ou une perte de rendement et enfin apparaître trop risquée.

C'est pourquoi il importe que l'État encourage les investissements dans l'agro-écologie, notamment durant la période de transition, y compris au moyen de subventions ou de crédits spécifiques.

La sécurisation de l'accès à la terre est cruciale car l'agro-écologie implique des investissements dans l'écosystème qui peuvent difficilement être mis en œuvre si la famille n'est pas certaine d'en tirer des résultats.

Connaissances et savoir-faire

L'agro-écologie suppose des connaissances et des savoir-faire spécifiques, souvent préexistants localement. C'est pourquoi il importe de promouvoir les expérimentations paysannes et les échanges d'expériences (réseaux d'échange, du local à l'international), le conseil agricole devant jouer un rôle de facilitation, ainsi que d'explication, de mesure et de diffusion des résultats.

La recherche agronomique doit travailler beaucoup plus sur des solutions agro-écologiques aux problèmes des agriculteurs, en articulation avec les expérimentations paysannes et avec une participation des organisations de producteurs à la définition des objectifs de recherche.

L'enseignement agricole doit, beaucoup plus qu'aujourd'hui, porter sur le fonctionnement des écosystèmes cultivés, les logiques économiques paysannes et valoriser les connaissances et les savoir-faire paysans. L'enseignement de l'agro-écologie doit sortir des niches (spécialisations, options) dans lesquelles il reste trop souvent cantonné.

La valorisation des produits de l'agro-écologie

L'État et les collectivités locales peuvent contribuer à la valorisation des produits de l'agro-écologie en soutenant la création de filières, notamment plus localisées, en appuyant des signes de reconnaissance spécifiques et des systèmes de garantie participative, ou au moyen de politiques d'achats publics et de la promotion de marchés paysans.

« L'agro-écologie suppose des connaissances et des savoir-faire spécifiques, souvent préexistants localement »

Promotion de la biodiversité et protection contre les OGM

L'agro-écologie repose sur la préservation et la valorisation d'une grande diversité génétique. C'est pourquoi il importe que les législations nationales reconnaissent la possibilité pour les agriculteurs de réutiliser, échanger et vendre les semences et protègent l'agriculture des contaminations par les OGM, en interdisant leur usage.

Des politiques de coopération agricoles et cohérentes

De véritables choix politiques doivent être faits de façon à privilégier durablement l'agro-écologie. Il ne s'agit donc pas seulement de « *verdir* » quelques composantes d'une politique agricole, mais bien de s'assurer que l'ensemble de celle-ci contribue au développement de l'agro-écologie et que les autres politiques publiques soient cohérentes avec cet objectif. Ceci implique une évolution des conceptions de l'agriculture et une résistance aux influences des secteurs et lobbys liés

« Construire sur les territoires des systèmes agricoles et d'échanges plus autonomes et moins risqués pour toute la société »

à la diffusion des techniques de la révolution verte.

La coopération internationale a un rôle à jouer, non seulement en termes d'appui aux politiques nationales, mais aussi au niveau international, notamment pour orienter les programmes de recherche et promouvoir les échanges d'expériences entre pays, par exemple au moyen de la mise en place d'une plateforme mondiale d'échanges de pratiques et d'expériences propres à l'agro-écologie. Il convient aussi que, face aux puissants lobbys, les États et les institutions internationales soutiennent effectivement le concept d'agro-écologie au côté de la société civile.



© AVSF, pratiques agro-écologiques à Jacmel en Haïti

Unis pour la transition agro-écologique

L'agro-écologie n'est pas une approche dogmatique ou réductrice. Elle ne se limite pas à l'agriculture biologique, même si celle-ci est bel et bien un objectif souhaitable à moyen terme. Il s'agit de favoriser une transition agro-écologique, qui prenne en compte toutes les marges de progrès possibles pour remplacer peu à peu des techniques conventionnelles par des pratiques agro-écologiques. L'agro-écologie, ce n'est pas non plus « *retourner à l'autarcie* ». La transition agro-écologique mérite une ambition partagée des organisations paysannes, des praticiens, des États et collectivités, de la recherche, de la coopération, pour tout simplement revenir, avec

un minimum de bon sens, aux fondamentaux de l'agriculture, retrouver cette diversité de production et de milieux, construire sur les territoires des systèmes agricoles et d'échanges plus autonomes et moins risqués pour toute la société.

C'est cette agro-écologie paysanne qui permettra finalement de revaloriser le métier, les savoirs et les savoir-faire du paysan, et de recréer du lien social, du respect et de la confiance entre la société et une agriculture nourricière qui ne viole plus la nature.

Dans le cadre de sa mission d'appui au plaidoyer collectif de ses membres, Coordination SUD a mis en place des commissions de travail. Ainsi, la Commission Agriculture et Alimentation (C2A) regroupe les ONG de solidarité internationale qui agissent pour la réalisation du droit à l'alimentation et un soutien renforcé à l'agriculture familiale dans les politiques ayant un impact sur la sécurité alimentaire mondiale : 4D, aGter, Artisans du Monde, AVSF, l'Aitec, Cari, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, CIDR, Crid, Gret, Iram, MFR, Oxfam France, Peuples Solidaires en association avec ActionAid, Secours Catholique, Secours Islamique. L'objectif de la commission consiste à coordonner les travaux réalisés par ses participants, et faciliter la concertation entre ses membres dans leur travail de plaidoyer auprès des acteurs sociaux et des décideurs politiques internationaux. Les membres de la Commission s'accordent sur les représentations assurées au nom de Coordination SUD en un ensemble de lieux (Concord au niveau européen, FAO, OMC, CNUCED), et y échangent des informations sur les enjeux internationaux en cours. La commission est mandatée par Coordination SUD pour formuler les positions que prend le collectif lors des principaux rendez-vous institutionnels traitant de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette note reprend les principales conclusions de l'étude du même nom rédigée par Laurent Levard (Gret) et Frédéric Apollin (AVSF) et publiée par la C2A en janvier 2013.



Les notes de la C2A sont réalisées avec le soutien de l'AFD.

Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de l'AFD.

